

Enseignement supérieur : inacceptable retour en arrière de la part de M. Charest

Montréal, le 22 octobre 2008 - La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) exprime sa très grande déception à la suite de la déclaration du Premier ministre Jean Charest qui se dit prêt à surseoir aux demandes relatives aux transferts pour l'enseignement supérieur.

Au moment où le gouvernement québécois a entrepris de rétablir graduellement les ressources budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions universitaires, il faut s'étonner que le Premier ministre trouve acceptable de modifier ses attentes à l'endroit du gouvernement fédéral.

La FQPPU considère que, dans la conjoncture actuelle, l'enseignement supérieur et l'éducation dans son ensemble constituent pour le Québec les principaux atouts qui lui permettront d'affirmer sa place au sein des nations développées et de jouer le rôle politique, culturel et économique auquel aspirent l'ensemble des Québécoises et Québécois.

Jamais les savoirs n'ont été aussi cruciaux pour assurer l'avenir. C'était d'ailleurs le constat unanime des intervenants québécois du milieu de l'éducation au moment où ils ont appuyé leur gouvernement dans le cadre du Sommet *Préparer l'avenir : Un sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle*, tenu à Ottawa en 2006.

La FQPPU considère que rien ne justifie ce retour en arrière de la part du gouvernement québécois et lui demande, au moment où débute la session parlementaire, de se rallier au monde de l'éducation et d'exiger que le gouvernement fédéral assume sa part de responsabilités à l'égard du financement de l'enseignement supérieur.